



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7, rue Léo Lagrange
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 15/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

S.A.R.L. SIOULET CHAVANON

215 RUE SAMUEL MORSE
LE TRIADE II
34000 Montpellier

Références : 202500623_RAP_63-0617_InspectionBiodiversite_ParcEolienSiouletChavanon
Code AIOT : 0005602610

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2025 dans l'établissement S.A.R.L. SIOULET CHAVANON implanté Chanonet 63820 Briffons. L'inspection a été annoncée le 17/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'Inspection des Installations Classées (IIC) s'est déplacée sur le parc éolien de Sioulet Chavanon afin de vérifier la mise en oeuvre des prescriptions dans le cadre du suivi environnemental réalisé en 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- S.A.R.L. SIOULET CHAVANON
- Chanonet 63820 Briffons

- Code AIOT : 0005602610
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de SIOULET CHAVANON est composé de 6 éoliennes ENERCON E53 (mât acier à 73 mètres) de 0,8 MW de puissance unitaire, soit un parc éolien de 4,8 MW. Le parc éolien se répartit de la manière suivante : 3 éoliennes sur la commune de Briffons (E4 à E6) et 3 éoliennes sur la commune de Prondines (E1 à E3). Le parc éolien de SIOULET CHAVANON a été autorisé par arrêté préfectoral du 16 juillet 2009 et mis en service le 13 décembre 2018.

Il appartient à la société PARC ÉOLIEN DE SIOULET CHAVANON, du groupe ENGIE.

ENERCON, le fabricant des machines, assure par ailleurs la maintenance des éoliennes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réalisation du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Transmission / mise à disposition du suivi environnemental	Autre du 01/03/2018, article Protocole 2018	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Transmission / mise à disposition du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	12 mois
12	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Transmission du suivi	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3.II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	environnement al		
5	Découverte et information à la DREAL	Code de l'environnement du 10/08/2011, article L.411-1	Sans objet
6	Découverte et information à la DREAL	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	Sans objet
7	Identification aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
8	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
13	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
14	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
15	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
16	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du parc éolien de Sioulet Chavanon a mis en évidence cinq non-conformités nécessitant des actions correctives sous trois mois, principalement liées au suivi environnemental, à la transmission des données et à la formalisation des procédures. Les autres points contrôlés sont conformes, sans nécessiter de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats :

Le parc éolien de Sioulet Chavanon a été autorisé le 16 juillet 2009 et mis en service le 13 décembre 2018. Le suivi environnemental a été réalisé courant 2019 selon le protocole de 2018. Il détaille bien l'estimation de la mortalité pour l'avifaune ainsi que les chiroptères.

Les mesures préconisées dans le rapport sont "Dans la mesure où les impacts identifiés sur l'avifaune et les chiroptères pour le parc éolien de Sioulet Chavanon en 2019 sont faibles, les mesures proposées pour réduire ces impacts restent basiques et classiques :

- Limiter l'attractivité des parcelles sous les éoliennes pour la faune volante en maintenant les activités agricoles actuelles, en surveillant la croissance des bosquets situés sous les éoliennes et en désherbant régulièrement les plateformes et chemins d'accès.
- Prévoir un suivi de mortalité dans 10 ans, en l'étendant à l'ensemble de la période de migration, soit des semaines 10 à 45, en le combinant à un suivi de l'activité des chiroptères en altitude sur la même période.
- Brider les éoliennes pour des vitesses de vent inférieures au seuil de production (3 m/s) du modèle d'éolienne sous des conditions météorologiques définies, durant les périodes de plus forte activité. Ces mesures simples permettront de limiter les risques de mortalité de la faune volante et de vérifier dans 10 ans leur efficacité."

L'exploitant indique à l'IIC ne pas avoir mis en place le bridage chiroptère (cf. courrier du 30/03/2022 à l'IIC), toutefois il a prévu le prochain suivi environnemental en 2029.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'IIC attend la démonstration de la part de l'exploitant que le fonctionnement actuel de son parc permet de couvrir la protection de 90 % de l'activité des chiroptères, par famille de chiroptères présentant les mêmes caractéristiques de vol et par saison ; et si ce n'est pas le cas, de proposer une solution technique compatible avec les éoliennes en place.

L'IIC demande à l'exploitant de faire évacuer le tas de fumier présent sous l'éolienne E1 et d'entretenir l'ensemble des plateformes de manière à éviter toute attractivité pour l'entomofaune et les micromammifères, l'avifaune et les chiroptères. Il est nécessaire de supprimer tous les bosquets présents sur la plateforme. L'IIC rappelle que l'utilisation de produits phytosanitaires et tout produit polluant ou susceptible d'impacter négativement le milieu sont proscrits.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Transmission / mise à disposition du suivi environnemental

Référence réglementaire : Autre du 01/03/2018, article Protocole 2018

Thème(s) : Autre, Données

Prescription contrôlée :

Un tableau des données brutes doit être fourni pour permettre une compilation quantitative et informative à l'échelle nationale /.../ Ces données seront transmises par l'exploitant au MNHN. /.../ La boîte de courrier électronique biodiv.eolien@mnhn.fr constitue dès à présent un canal d'échange entre exploitants et récipiendaire des données.

Constats :

L'exploitant n'a pu démontrer le jour de l'inspection que les données brutes collectées dans le cadre de la réalisation de son suivi environnemental ont été transmises au MNHN.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'IIC demande à l'exploitant de lui transmettre une justification de la transmission des données brutes (courriel ou accusé de réception,...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Transmission / mise à disposition du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3.
Constats : L'exploitant n'a pu démontrer le jour de l'inspection que les données brutes collectées dans le cadre de la réalisation de son suivi environnemental ont été versées dans l'outil DEPOBIO.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'IIC demande à l'exploitant de lui transmettre une justification de versement des données brutes collectées dans DEPOBIO (courriel ou accusé de réception ou capture d'écran de la plateforme,...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Transmission du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3.II
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : - les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière

campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;
Constats : L'exploitant a bien transmis dans un délai inférieur à 6 mois le rapport des suivis environnementaux du parc éolien de Sioluet Chavanon à l'inspection des installations classées. En effet la campagne s'est terminée le 29/10/2019 et l'inspection a reçu le rapport le 17 février 2020.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Découverte et information à la DREAL

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/08/2011, article L.411-1
Thème(s) : Autre, biodiversité
Prescription contrôlée : I. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier, le rôle essentiel dans l'écosystème ou les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : 1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ;
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure "découverte mortalité avifaune ou chiroptère" qui a été mise à jour le 2 décembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Découverte et information à la DREAL

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Autre, biodiversité
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : La procédure "découverte cadavre avifaune ou chiroptère" transmise par l'exploitant prévoit bien d'avertir l'inspecteur ICPE sous un délai de 48h ouvrées dans son logigramme explicatif. Cependant l'exploitant indique à l'IIC ne pas avoir connaissance de cas de mortalité sur ce parc dans les 3 dernières années.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'IIC demande à l'exploitant de transmettre le tableau suivi des mortalités prévu par sa procédure.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Identification aérogénérateur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Autre, identification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>L'IIC a pu constater l'identification de chaque aérogénérateur par un numéro, affiché sur son mât. L'IIC a également pu vérifier la présence des consignes de sécurité, ainsi que la mise en garde face aux risques d'électrocution ; cependant certains panneaux ne sont plus lisibles notamment sur l'éolienne E5.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'IIC demande à l'exploitant de changer les panneaux sur les mâts qui se sont altérés avec le temps.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15</p>
<p>Thème(s) : Autre, Formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p>

Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 20 juin 2025 l'attestation sur l'honneur de formation du personnel de la société ENERCON qui assure l'entretien et la maintenance du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Autre, Exercices Entraînement
Prescription contrôlée : La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisation de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant ENGIE procède à des exercices d'entraînement par roulement sur ses parcs. Ses exercices sont enregistrés dans un registre national. Le parc éolien de Sioulet Chavanon n'a pas fait l'objet d'exercice, cependant un exercice a eu lieu sur le parc de Rézentières dans le Cantal en novembre 2023 mais l'exploitant n'a pas été en mesure de montrer à l'IIC le rapport de cet exercice. Il a toutefois transmis à l'IIC le scénario de l'exercice de situation d'urgence "Pale endommagée, partiellement tombée au sol" du mercredi 26/03/2025 à Fauquembergues.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'IIC demande la réalisation d'un exercice d'entraînement sur le parc de Sioulet Chavanon sous 1 an avec la transmission du rapport de cet exercice à l'IIC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Autre, Essais
Prescription contrôlée : Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent : - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état

fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente. Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

L'IIC a pu constater les 3 niveaux de maintenance réalisés par ENERCON sur la partie éolienne :

- la "grease maintenance" effectuée le 17 juillet 2024 avec 2 défauts qui ont été corrigés et celle du 21 mai 2025 où il n'y avait pas de défaut relevé,
- la "Master maintenance" effectuée le 7 janvier 2025 notamment avec les arrêts de maintenance, pas de défaut relevé,
- la "Wind base maintenance" effectuée le 18 décembre 2024, notamment pour les effets de survitesse réalisés avec une masse test, pas de défaut relevé.

L'exploitant a également produit le rapport du 11 mars 2025 de la société ENEDIS pour la conformité électrique et notamment la vérification des protections ampèremétriques HTA + PWH et de couplage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18

Thème(s) : Autre, Contrôle des aérogénérateurs

Prescription contrôlée :

I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces

<p>équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les points de contrôle de chaque aérogénérateur sont bien réalisés dans le cadre de la "master maintenance" par la société ENERCON.</p> <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'une détection incendie et d'un extincteur en haut de mât, ainsi qu'un autre extincteur en pied de mât.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p>Thème(s) : Autre, Manuel entretien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>Cependant il dispose d'un registre dématérialisé "Aurora".</p> <p>Le parc est en supervision 24/24h.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'IIC demande à l'exploitant de lui fournir un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par l'arrêté ministériel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22</p>
--

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats : L'exploitant dispose d'une fiche de parc Sioulet Chavanon qui précise les consignes de sécurité. Il a également établi plusieurs fiches réflexes pour essayer de couvrir les éventuelles défaillances de son parc éolien. Il a d'ailleurs transmis à l'IIC celle sur les précautions d'emploi de stockage de produits incompatibles ainsi que celle sur la survitesse par courriel du 20 juin 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure incendie
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : L'exploitant a transmis à l'IIC la fiche réflexe survitesse éolienne. L'IIC a pu s'assurer que la procédure prévoyait bien l'alerte des services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes ainsi que l'arrêt automatique de l'éolienne dans le délai légal de 60 minutes.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 15 : Risques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'IIC a pu constater la présence des extincteurs au pied de l'aérogénérateur, cependant elle n'a pas pu vérifier les moyens au sommet. Toutefois il est à noter que les rapports de maintenance indiquent bien la présence de ces moyens et l'absence de défaut.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Risques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Détection de glace
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les éoliennes de ce parc sont équipées d'une détection de glace et d'un système de chauffage de pâle. La détection de glace se fait à l'aide d'un système d'anémomètre et de capteur de température dans lequel la production réelle est comparée à la production théorique. Ce système fait l'objet de vérification dans la maintenance réalisée par ENERCON.</p>
Type de suites proposées : Sans suite